

<https://www.pressegauche.org/Leur-crise-nos-logements-Taxons-les-super-riches-pour-construire-des-logements>



Leur crise, nos logements ! Taxons les super-riches pour construire des logements abordables !



- Société - Mouvement communautaire -
Date de mise en ligne : mardi 11 février 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Alors que la plupart des locataires du Québec reçoivent leur avis de renouvellement de bail, la crise capitaliste du logement s'intensifie. Les inégalités sociales augmentent, le salaire minimum ne permet pas de sortir de la pauvreté et les besoins en logements sociaux et abordables ne font qu'augmenter.

Publié le 29 janvier 2020 | tiré d'Alternative socialiste

<https://alternativesocialiste.org/2020/01/29/crise-du-logement-leur-crise-nos-logements/>

Cette année, partout au Québec, nous allons subir la pire pénurie de logements depuis 15 ans. Le taux d'inoccupation s'établit à 1.8% pour la province. Il [varie entre 2.4% et 0.4%](#) selon les villes. Le manque de logements s'accroît dans certains quartiers et concerne principalement les plus grands logements. Cette pénurie engendre bien des problèmes pour les locataires, en particulier pour les familles à faible revenu. Comble de l'absurdité, la forte demande en logement permet aux propriétaires de hausser les prix impunément. Pendant ce temps, le pouvoir d'achat de la majorité des travailleurs et travailleuses stagne.

À Montréal, les [promesses de nouveaux logements sociaux](#) faites par l'administration de Valérie Plante tardent à apparaître dans le parc locatif. Ces projets concernent souvent des terrains situés loin du transport en commun, dans des déserts alimentaires. Ces projets ont tendance à créer des ghettos situés loin des milliers de condos luxueux construits durant les dernières années dans les endroits les plus accessibles de la métropole.

La même logique s'applique aux [résidences pour aîné-es](#). Hors de prix parce que pratiquement toutes gérées par des groupes privés multimilliardaires, ces résidences sont construites la plupart du temps loin des services municipaux et comptent une concentration maximale de logements.

Se loger décentement : un droit fondamental

Se loger est un droit fondamental. Dans un monde où tout se monnaie, les droits fondamentaux sont souvent mis à mal pour enrichir des propriétaires peu scrupuleux. Dans une période de pénurie de logements abordables, les propriétaires ne se gênent pas pour imposer des critères arbitraires (pas d'enfants, pas de fumeurs, pas d'animaux, etc.), voir carrément discriminatoires (pas de personnes racisées, handicapées, ni trop jeunes, ni trop vieilles, etc.) pour sélectionner les locataires. Le tout sans compter les hausses abusives de loyer pour des logements frisant parfois l'insalubrité.

Insalubrité en hausse

Le nombre de [logements insalubres est en hausse au Québec](#). Le problème est encore plus criant dans les centres urbains. Les plaintes déposées à la Régie du Logement peuvent prendre jusqu'à 4 ans avant d'être entendues, bon nombre de locataires ont alors quitté leur logement.

Depuis plusieurs années, [on sonne l'alarme sur les infestations de punaises de lit](#) et pourtant, chaque année, le problème semble récurrent. De 2013 à 2016, le nombre de traitements déclarés par la population montréalaise a doublé - même si la [ville de Montréal affirmait en 2016 que la situation était stable](#). Bien que le problème ne soit pas limité aux quartiers les plus pauvres de la ville, c'est là que les gens en subissent le plus les conséquences. Certains locataires risquent de refuser de déclarer l'infestation parce qu'ils ou elles ont honte ou par peur de perdre leurs

logements.

Ce sont toujours les [personnes les plus pauvres et les plus précarisées](#) qui peinent à trouver un logement. Et c'est encore pire lorsqu'il s'agit de familles avec plusieurs enfants. Mais comment en sommes-nous arrivés à une situation qui laisse tant de familles sur le trottoir suite à la grande valse des déménagements du 1er juillet ?

De moins en moins de logements locatifs abordables

Depuis plusieurs années, le nombre de condos augmente régulièrement, avec un parc immobilier de plus en plus luxueux et occupant, en général, des terrains bien situés. Malgré leurs promesses, les différents paliers de gouvernement n'interviennent pas et laissent les terrains bien situés aux plus offrants. De plus, de nombreux propriétaires convertissent leurs logements en AirBnb. Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) réclame d'ailleurs depuis longtemps une réglementation et son application pour exercer un meilleur contrôle sur la location touristique à court terme. Aujourd'hui, la réglementation existe, mais risque de ne pas être appliquée avant mai 2020 - trop tard pour protéger les gens qui cherchent un logement pour le 1er juillet 2020.

Embourgeoisement grandissant

Le phénomène d'embourgeoisement (gentrification) se manifeste de plus en plus dans certains quartiers de nos villes. Des locataires et propriétaires plus aisés-es s'installent dans des quartiers traditionnellement populaires et, petit à petit, les commerces de proximité, les restos de quartier ou les épiceries bon marché laissent place à des magasins luxueux, à des brasseries hipster et à des marchés bio trop chers pour les familles du coin. L'effet est immédiat : faire nos achats et se loger dans les quartiers où l'on vit devient de plus en plus difficile.

Les rénovictions abusives

De plus en plus de [cas de rénovictions](#) sont répertoriés au Québec. Ce phénomène, [bien connu à Vancouver](#), se produit lorsqu'un ou une propriétaire évince des locataires de leur logement sous prétexte de le rénover. Dans certains cas, l'immeuble est démolé pour faire place à un nouvel immeuble plus luxueux. Dans d'autres cas, le logement est rénové. En théorie, même si les locataires ont le droit de revenir dans leur logement, rien n'indique que le propriétaire n'en aura pas profité pour augmenter leur loyer. En période de pénurie, les locataires n'ont aucune assurance de trouver un logement décent rapidement. N'oublions pas que les avis d'éviction doivent être donnés par le propriétaire seulement un mois avant la date d'éviction.

Le [RCLALQ demande une réforme de la Régie du logement](#) qui faciliterait la vie aux locataires plutôt que d'ajouter des couches de procédures légales. À la Régie, les personnes locataires se représentent elles-mêmes la plupart du temps. En ajoutant des procédures judiciaires, l'accès à la justice ne fait que s'amenuiser.

Bien que la CAQ se soit engagée à [livrer les « logements sociaux en retard »](#) et que Projet Montréal [promet 12 000 logements sociaux et abordables](#), trop peu de logements ont été construits jusqu'ici. Non seulement le nombre de logements annoncé est insuffisant pour combler les besoins immédiats, mais les gouvernements entendent continuer de laisser les compagnies d'immobilier et les entrepreneurs en construction dicter le rythme du marché locatif.

Le libre marché n'est pas la solution, mais le problème !

Nous soutenons toutes les revendications pour un investissement majeur dans le logement social, pour un registre

Leur crise, nos logements ! Taxons les super-riches pour construire des logements abordables !

des loyers ou encore pour une législation coercitive envers les AirBnb de ce monde.

Toutefois, avec les politiciens et les politiciennes actuelles, tout cela risque de ne jamais arriver. Toutes ces personnes bien souriantes seront incapables de régler les problèmes de logement et d'itinérance tout en restant dans le cadre du libre marché.

« La crise du logement » n'est pas apparue de nulle part. Elle est créée par une mauvaise gestion de l'espace urbain, par un manque de volonté politique des trois paliers de gouvernement ainsi que par la dictature des marchés financiers. Les promoteurs immobiliers privés soumettent les projets leur étant le plus lucratifs possible sans rencontrer d'obstacles à leur réalisation.

Il est temps de gérer notre espace selon nos besoins !

Les problèmes sont immédiats ! Exigeons un gel des loyers ! Prenons le taureau par les cornes ! Exigeons la reprise par les municipalités des terrains vacants et des immeubles inoccupés. Leur transformation en logements abordables publics et écoénergétiques permettra de créer des emplois verts, syndiqués et de qualité !

Que les villes exproprient les propriétaires véreux ! Exigeons une forte taxation des super-riches afin de financer la construction massive de logements publics qui répondent aux besoins des personnes, qu'elles soient aux études, sur le marché du travail ou à la retraite !

Pour y arriver, nous devons créer un puissant mouvement de travailleurs, de travailleuses, de locataires et de petits propriétaires ordinaires. Un mouvement qui n'aura pas peur de s'opposer aux spéculateurs et aux promoteurs immobiliers ainsi qu'aux riches propriétaires afin de mettre sur pied le type de politiques audacieuses nécessaires pour fournir des logements décents à tout le monde.

Partout dans le monde, les socialistes de l'Alternative socialiste internationale (ISA) montrent comment l'action politique permet de lutter pour le logement abordable en [taxant Amazon](#), en municipalisant des centaines de logements privés ou en [stoppant la construction de milliers de condos](#).

Alexandra L.

RENOUVELLEMENT DE BAIL, VOS DROITS

Lorsque vous recevez votre avis de renouvellement de bail, trois options s'offrent à vous :

- 1- Accepter l'augmentation et renouveler le bail ;
- 2- Refuser l'augmentation et quitter votre logement ;
- 3- Refuser l'augmentation et rester dans votre logement.

Dans tous les cas, allez vérifier le pourcentage d'augmentation acceptable pour l'année 2020. <https://bit.ly/2TUlsch>

Si vous décidez de refuser l'augmentation et de rester dans votre logement, utilisez les formulaires prévus à cet effet sur le site de la régie. Ça pourrait vous éviter bien des maux de tête ! <https://bit.ly/2TFFRCO>

Partager la publication "Leur crise, nos logements ! Taxons les super-riches pour construire des logements abordables !"